« Travailler pour rien »

Le 9 décembre 2015, le quotidien flamand *De Standaard* a publié un article intitulé *"Eén op vijf ondernemingen heeft vijf jaar voor niets gewerkt"* (une entreprise sur cinq a travaillé pour rien pendant cinq ans). L'article explique que de nombreuses entreprises ont du mal à *sortir des chiffres rouges*, c'est-à-dire qu'elles cumulent déficit après déficit, ce qui fragilise leurs chances de survie.

Or, s'il est effectivement préoccupant pour les entreprises (pour leurs salariés, leurs propriétaires, leurs fournisseurs et leurs clients) de perdre de l'argent, le titre *"travailler pour rien"* passe à côté de l'essentiel. Car pendant ces cinq années *"de rien"*, ces entreprises ont assuré un revenu à leurs salariés, produit des biens et des services pour leurs clients, acquis d'autres biens et services auprès de leurs fournisseurs, payé des taxes, et rémunéré les prêts qui leur ont été accordés. Tout ça, ce n'est pas *rien*. Les deux premiers points, produire des biens et des services et produire des revenus, sont même — l'avons-nous oublié ? — la véritable raison d'être des entreprises, et la principale qualité d'une économie.

De Standaard, et l'expert qu'il a interrogé (Tony Coenjaerts de *Trends Top*, qui publie tous les ans un classement des entreprises de Belgique selon leurs performances financières), ont transformé le moyen en but ultime. À leurs yeux, accéder à un capital, et pour ce faire le rémunérer, ce qui est généralement une nécessité pour démarrer quelqu'activité économique que ce soit, est devenu la raison d'être des entreprises. C'est à ce critère que se mesure leur réussite.

Quand nous lisons que telle économie nationale est forte, performante, qu'elle va bien, que nous dit-on, au fait ? Pouvons-nous comprendre que la population de ce pays — toute la population — a accès à une alimentation saine et savoureuse, qu'elle est bien logée, que ses enfants bénéficient d'une éducation de qualité, que les malades reçoivent les soins médicaux dont ils ont besoin, sans subir des délais d'attente, ni mettre en danger leur niveau de vie, que l'environnement y est sain et naturel, et la vie culturelle épanouie ? Pouvons-nous comprendre que ce pays prépare l'avenir, qu'il s'endette, certes, auprès de ses habitants, pour investir, mais qu'il évite de laisser des factures non-payées, que celles-ci soient financières, sociales ou environnementales ?
Non. Désolé, ce n'est pas de ça qu'on nous parle, quand on vante une économie performante. Une économie performante est un P.I.B., la somme financière des valeurs ajoutées que les entreprises ont su produire — ou su capter, serait déjà plus exact —, peu importe à qui bénéficient ces dites valeurs. Peu importe même qu'elles échappent à l'impôt — ou au pays.

1. Le capital au XXIe siècle

J'ai lu *"le"* Piketty — le gros — *Le capital au 21ème siècle*. Ce n'est pas pour rien que dans certaines langues (le néerlandais), les traducteurs ont également écrit un Petit Piketty — *de Kleine Piketty* — qui permet, comme il est dit, *"de participer aux discussions sans devoir tout lire"*.
Par son épaisseur (978 pages, sans compter les annexes techniques, consultables sur le **web**), et par son titre, l'ouvrage peut faire penser au *Capital* du 19ème siècle, l'auteur étant alors jugé — et condamné — sur sa prétention extrême, celle de se comparer à l'incomparable. C'est-à-dire à Karl Marx.
À la lecture, il est clair que ce n'est pas son ambition. Sur de nombreux points, l'ouvrage est même à l'opposé de son presqu'homonyme, ne serait-ce par sa lisibilité et sa clarté.
Quoi qu'il en soit, *le capital au 21ème siècle* est bel et bien le sujet — l'unique sujet — du livre. Même si l'auteur, tel un athlète du saut en longueur, n'hésite pas à prendre quelques siècles de recul. Le titre n'est pas usurpé.

À la lecture, deux surprises.
Tout d'abord — je viens de l'annoncer — le livre est étonnamment clair. Il est didactique. La seule chose qui lui manque est une impression couleur, qui faciliterait grandement la lecture des nombreux graphiques. Car Piketty prend le lecteur par la main, pour qu'il comprenne mieux, et de lui-même, tous les raisonnements. Piketty annonce les réflexions qui font suivre, et rappelle celles qui ont précédé. Pour plus de détails, il renvoie aux annexes techniques. Quant aux graphiques, ils sont systématiquement accompagnés d'un guide de lecture.
Deuxième surprise : Piketty est conservateur. Toute sa réflexion se construit sur les bases traditionnelles de la pensée économique, sans les mettre en question, voire en les défendant contre les critiques. Il ne parle pas d'économie, il parle d'argent, de valeurs financières, et de l'immense pouvoir que celles-ci procurent à leurs possesseurs — ce qui peut être cohérent avec le titre du livre. Piketty ne s'interroge pas sur l'efficacité de l'économie (sur le bien qu'elle produit — ou ne produit pas). Il fait l'impasse sur le capital collectif (qui n'est pas monétarisé, ni monétarisable), et sur la valeur de la terre (au sens : planète), comme sur les hommes et les femmes, sauf quand ils sont esclaves. L'appropriation des richesses de la terre, qui constitue un appauvrissement collectif autant qu'un enrichissement monétaire individuel, ou les diverses formes de pollution ne l'intéressent pas. C'est l'argent qui l'intéresse, et c'est déjà beaucoup, car en passant il montre les limites et les dérives de cette pensée.

* * *

Piketty et ses collègues — car ils sont nombreux à avoir travaillé sur les analyses — ont étudié le capital sur le long terme, surtout en France, où les sources fiscales, notariales, etc. sont les plus nombreuses, mais aussi dans quelques autres pays, ce qui leur permet de tirer des conclusions ou formuler des hypothèses de dimension mondiale et historique.

Piketty rappelle — ce que nous ignorons trop souvent — que la croissance économique est la somme de la croissance démographique (dimension trop souvent oubliée) et de l'augmentation de la productivité, mesurée en biens produits et monétarisés par habitant. Sur le long terme, cette croissance est faible.

Le rendement net du capital (*net*, c'est-à-dire après déduction des dépenses nécessaires pour le renouveler, mais avant impôt) est en général plus élevé que cette croissance [1]. Il en suit que le capital croît plus vite que le revenu, même quand les possédants dépensent une partie du revenu du capital.

Thomas Piketty exprime la valeur du capital des pays en nombre d'années de revenu de ces pays. Il constate que le capital public d'un pays est en général très faible, la dette publique annulant les actifs publics ayant une valeur marchande — rappelons que Piketty ne s'intéresse qu'à ce qui est financier —, et que les rapports capitalistiques entre pays sont généralement équilibrés — seule l'Afrique est globalement "possédée" [2]. Le capital est donc surtout un capital privé, celui des ménages [3]. En ce début du 21ème siècle, le capital privé dans les pays riches atteint entre quatre et sept années de revenu [4].

Sur le très long terme, Piketty constate un mouvement de fond, avec d'une part l'augmentation continue du capital, exprimé en années de revenu, conséquence de son rendement net — et d'autre part les ruptures fortes des deux guerres mondiales, qui se révèlent être de véritables destructeurs de capitaux.

---

[1] Ce point fait débat entre Thomas Piketty et son collègue Philippe Askenazy (voir ci-après). Ce dernier reproche à Piketty qu'il considère la suprématie du capital sur la croissance comme une loi naturelle, alors qu'elle résulte d'un ensemble de rapports de force politiques.

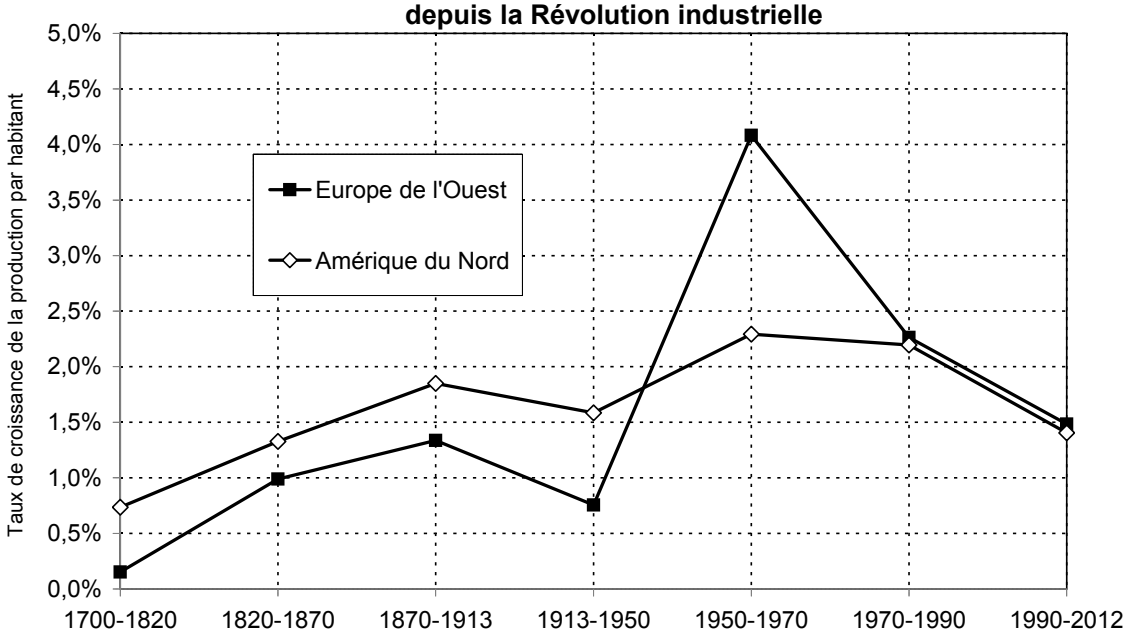
[2] Ce constat contredit la perception d'une Europe possédée par des intérêts asiatiques. La situation était très différente avant la Première Guerre Mondiale, quand l'Europe possédait le reste du monde.

[3] Sauf la part — mineure — détenue par les pouvoirs publics, le capital des entreprises est détenu par les ménages.

[4] C'est un capital net, déduction faite des dettes privées (qui sont d'ailleurs détenues par d'autres ménages). Parmi les pays étudiés par Piketty, le capital est le plus élevé en Italie (7 années de revenu national) et au Japon (6 années), il est le plus faible en Allemagne, au Canada et aux États-Unis (4 années). L'Australie, le Royaume-Uni et la France occupent des positions intermédiaires.

Pour Piketty, l'émergence de la classe moyenne, après le Première et encore davantage la Seconde Guerre Mondiale, résulte moins de la démocratisation des institutions politiques que de la destruction des capitaux et de la disparition des rentiers. Les *Trente Glorieuses* (1946-1975) — d'un monde qui semblait devenir plus égalitaire — étaient des années de reconstruction, et pour l'Europe de rattrapage à l'égard des États-Unis, mais aussi d'une forte croissance démographique, ce qui a permis une croissance économique très élevée, et un faible écart avec le rendement du capital. La forte croissance poussait les revenus à la hausse, ce qui favorisait l'émergence d'un grand nombre de petits patrimoines, situation inconnue aux siècles précédents.

Graphique 2.3. Le taux de croissance de la production par habitant depuis la Révolution industrielle



Dans la période 1950-1970, la croissance économique par habitant était deux fois plus élevée en Europe qu'en Amérique du Nord. Puisque la population aussi croissait rapidement, le différentiel entre la croissance nationale et le rendement net du capital était faible.

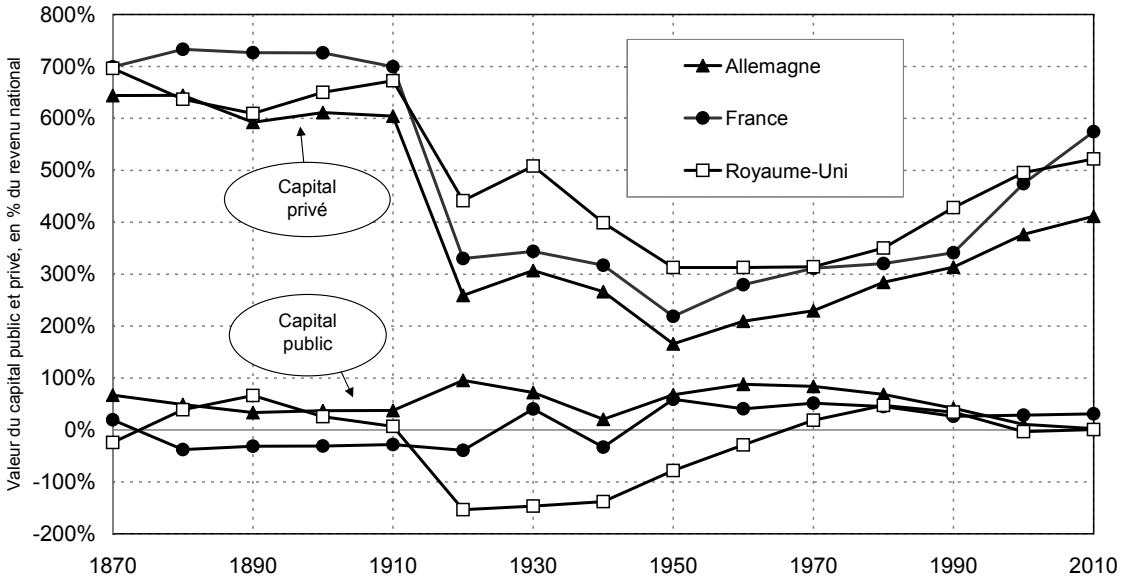
Or, de point de vue historique, la forte croissance des *Trente Glorieuses* constitue une anomalie. Les conditions qui l'ont permise ne sont pas près de se réunir de nouveau. Les taux de croissance actuels — dits faibles, d'une économie *"en crise"* — sont, dans une perspective historique, plutôt normaux, voire élevés [5].

Le capital produisant du capital, plus que le travail produit des revenus, le volume global de capital, exprimé en années de revenu, mais aussi sa concentration sont repartis à la hausse. Dans la plupart des pays riches, la valeur du capital privé, exprimé en nombre d'années de revenus, a plus que

[5] Dans le même mouvement, Piketty critique les politiques qui comptent sur un retour des forts taux de croissance. Seule une économie de "rattrapage" peut réussir une telle croissance. Il rappelle aussi la loi de la croissance généralisée : un taux de croissance annuelle de 2,5% (taux atteint en France et en Belgique en 2006 et 2007) produit en doublement en l'espace d'une génération. Une croissance élevée n'est pas tenable sur le long terme.

doublé entre 1970 et 2010, et elle s'approche des valeurs qu'elle a eues à la veille de la Première Guerre Mondiale. Ce capital se concentre à nouveau, et cette concentration devient d'autant plus forte que les capitaux les plus grands produisent les rendements les plus élevés, car ils peuvent mobiliser les ingénieries financières les plus puissantes, captant sans cesse les meilleurs morceaux [6].

Graphique 4.4. Capital privé et public en Europe, 1870-2010



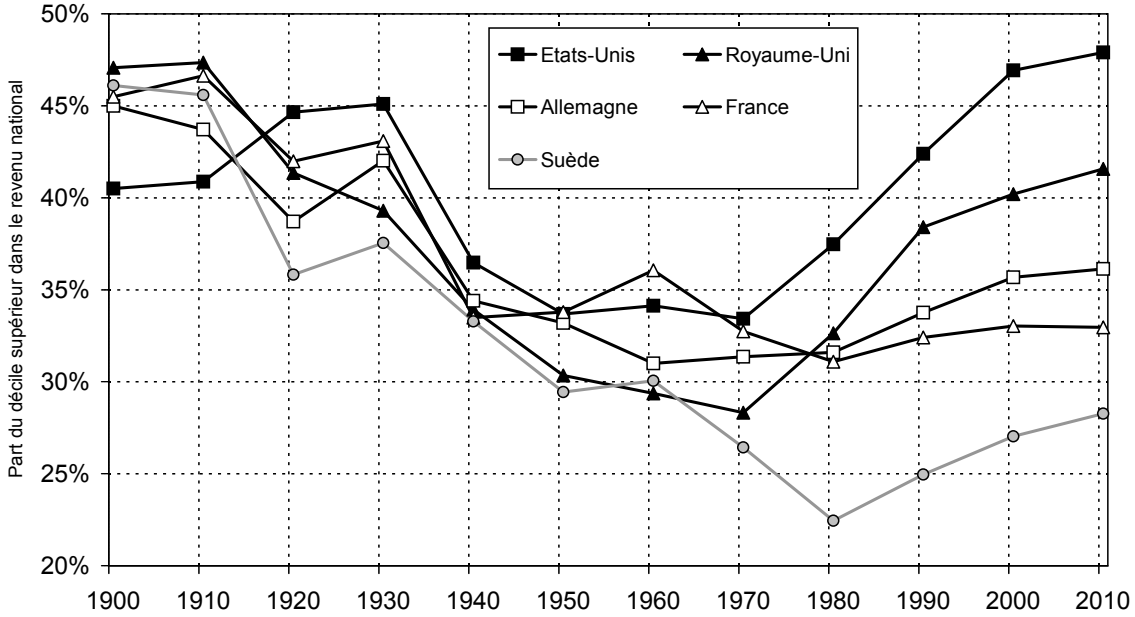
Lecture : En 1930, le capital privé au Royaume-Uni équivalait à 5 années de revenu national.
La dynamique du capital est surtout celle des capitaux privés. Alors que dans les trois pays présentés (comme dans plusieurs autres pays, étudiés dans le livre) le capital public net est resté relativement stable (avec une exception notable pour le Royaume-Uni qui a mis plusieurs décennies à compenser le coût de la Première Guerre Mondiale), le capital privé, après le choc des deux guerres mondiales et de la crise de 1929, et sa relative stabilité dans les décennies d'après-guerre sur un niveau d'étiage relativement bas (entre deux et trois années de revenu national), est reparti à la hausse (quatre à six années de revenu) en direction des niveaux atteints au dix-neuvième siècle.

Après avoir analysé ces mécanismes de concentration de richesses, qui ont une puissance presque mathématique, Piketty s'intéresse au groupe toujours plus restreint de détenteurs de capitaux, en démontre la reproduction sociale — et financière — de génération en génération, et relativise en passant le phénomène des revenus très visibles des *stars* de l'*entertainment* et du sport, comme celui des rares *success stories* des nouveaux riches. L'aisance financière se transmet au sein des familles, et la mobilité sociale est très faible, surtout dans le pays — les États-Unis — qui jadis se vantait d'offrir des opportunités égales à tous. Seule différence qu'il met en avant, par rapport aux périodes précédentes, est la disparition du rentier pur. Les riches d'aujourd'hui sont actifs, et ce sont

[6] Piketty se base entre autres sur une analyse comparative du rendement des dotations en capital des universités américaines, en fonction de la taille de ces dotations. Il constate de grands écarts entre les fonds les plus importants et ceux les plus faibles. L'analyse des grosses fortunes va dans le même sens.

souvent des cadres supérieurs, qui en quelque sorte mangent de deux râteliers, celui des revenus du travail qu'ils s'auto-attribuent, et celui du capital qui se reproduit. Seul le *millime* (le *"1 pour mille"*) le plus riche tire davantage de revenus de son capital que de son travail. Alors que le volume global des capitaux augmente, ce phénomène témoigne aussi des inégalités croissantes au sein des revenus du travail, parfois même calquées sur celles du capital : *la nécessité professionnelle* — tel est l'argument —, *pour les cadres supérieurs des entreprises, de pouvoir tenir rang égal avec les possédants*.

Graphique 9.7. La part du décile supérieur: Europe et Etats-Unis, 1900-2010



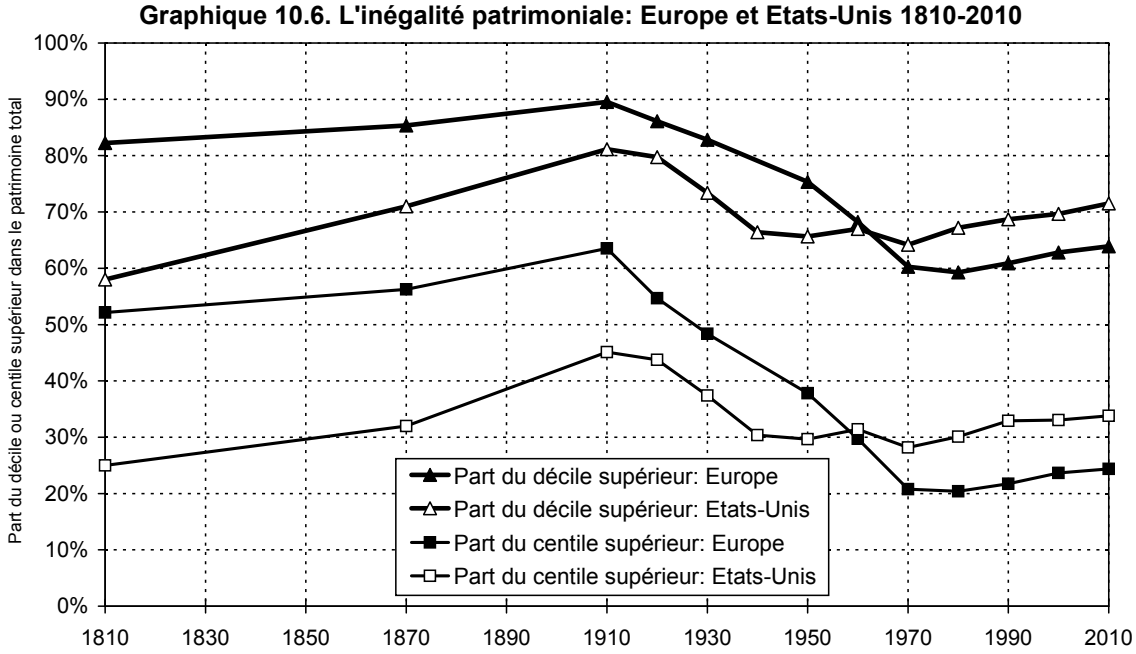
Ce graphique concerne les revenus (revenus du travail et revenus du capital).
Lecture: En 1930, les 10% de ménages les plus riches (en termes de revenus) des États-Unis gagnaient ensemble 45% du revenu national. Cette part baisse jusqu'à environ 35% (de 1950 à 1970), avant de remonter à 48% en 2010.
Tous ces pays ont connu, avec quelques décalages dans le temps, une réduction des inégalites de revenu entre 1930 et 1970, avant de connaître un acroissement. Les situations sont toutefois très différentes entre la Suède et les États-Unis. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni occupent des situations intermédiaires.

C'est pourtant dans le domaine des patrimoines que les écarts sont toujours les plus élevés. Si le décile supérieur *("les 10%")* aux États-Unis s'attribue 45% du revenu national, il possède 70% du patrimoine [7].
À l'échelle mondiale, ces concentrations sont encore plus fortes, avec :
• 80 à 90% du patrimoine mondial pour le décile le plus riche *(le "10%")*,
• 50% du patrimoine mondial pour le centile le plus riche *(le "1%")*,
• 20% du patrimoine mondial pour le millime le plus riche *(le "1‰")*,
et
• moins de 5% du patrimoine mondial pour la moitié la plus pauvre [8].

---

[7] Les *"90%"* restants se contentent donc de 55% du revenu national, et de 30% du patrimoine.

[8] *"Ce sont des ordres de grandeur"*, Piketty, page 698.



Ce graphique concerne le patrimoine.
Les lignes supérieures indiquent, pour l'Europe et pour les États-Unis, la part du patrimoine détenu par les 10% de ménages les plus riches, les lignes inférieures concernent le centile (le 1%) le plus riche.
Lecture : En Europe en 1910, les 10% les plus riches possédaient 90% du patrimoine, une part qui a décrû jusqu'à 60% en 1970, avant de remonter doucement.
On voit :

- *que la baisse du volume global du capital (graphique 4.4) s'est accompagnée d'une déconcentration de ce capital,*
- *que la concentration demeure toutefois extrêmement forte. En Europe, 60% du patrimoine est possédé par 10% des ménages, et 25% par 1% des ménages.*

Le capital et la littérature : ***le dilemme de Rastignac***

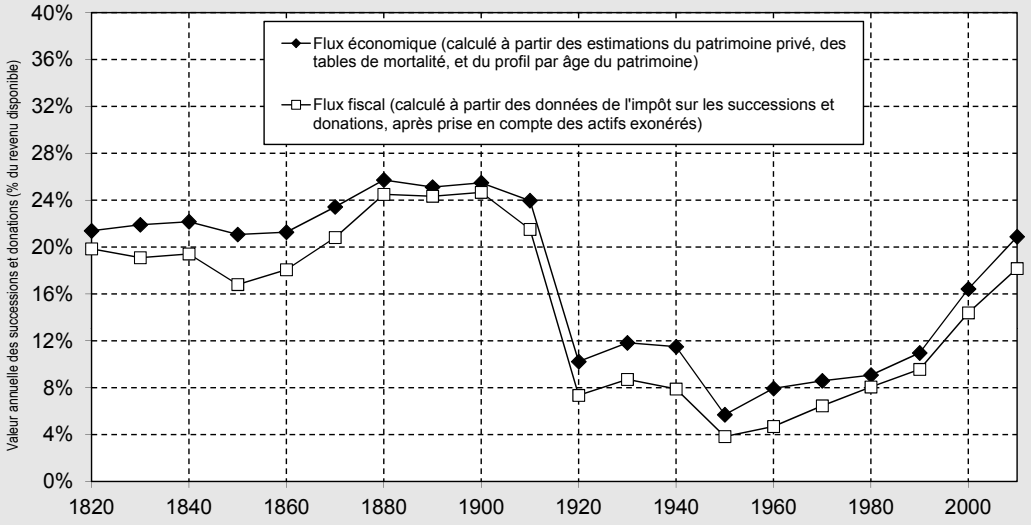
Une des inspirations, *a priori* étonnantes, du travail de Thomas Piketty est la littérature du 19ème siècle, avec notamment Honoré de Balzac *("le Père Goriot")* et Jane Austen *("Sense and Sensibility")*. Piketty puise plusieurs informations dans ces romans — qui se révèlent très précises — et s'intéresse notamment au *dilemme de Rastignac,* d'après le personnage principal du *Père Goriot* : l'étudiant en droit, monté de sa province à Paris, et qu'un dénommé Vautrin, colocataire dans la pension Vauquer, cherche à convaincre de s'investir davantage à courir une dot qu'à finir ses études. Mieux vaut vivre des rentes d'un capital (acquis par mariage), que des revenus d'un emploi, même très bien payé. Piketty démontre que cette situation a prévalu tout au long du 19ème siècle, pour disparaître au 20ème, et réapparaître au 21ème.

Ces témoignages littéraires, impensables aujourd'hui, par leur franchise et leur précision, doivent leur existence d'une part à la très grande stabilité monétaire d'alors, et d'autre part à la facilité avec laquelle les gens (ou, pour le moins, les riches) du 19ème siècle parlaient d'argent.

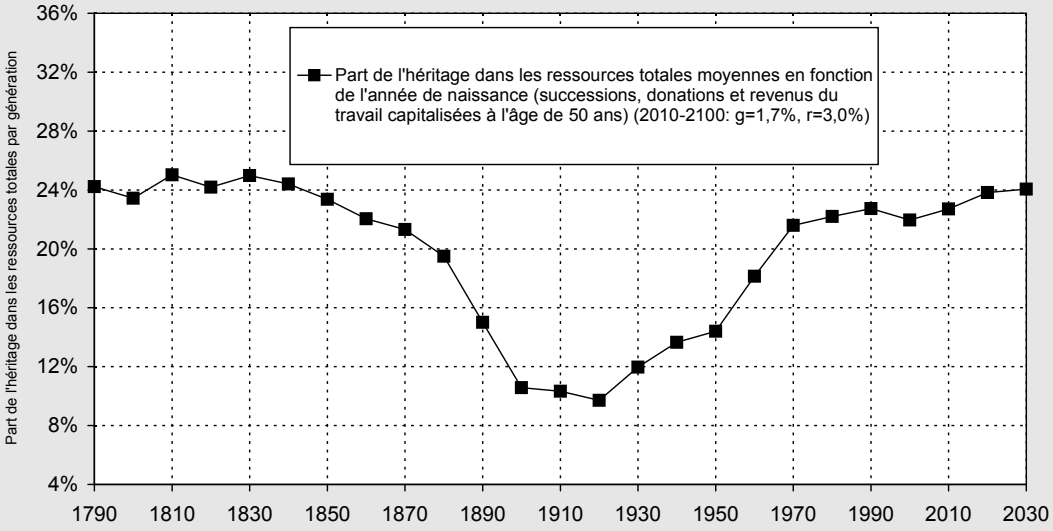
Les successions

Les flux successoraux reproduisent, avec quelques décennies d'écart, l'évolution des patrimoines. Les montants ont connu une très forte baisse dans les années 1950 à 1980, un phénomène également favorisé par l'allongement de la durée de vie. Ils ont atteint un niveau d'étiage de 5% du revenu national annuel, contre 24% en début de siècle, avant de remonter vers le niveau actuel de 20%. *[Bien qu'au niveau national, les successions ne constituent pas un revenu, mais uniquement un transfert, on peut mesurer leurs poids par rapport au revenu national.]*

Graphique 11.8. Le flux successoral annuel exprimé en pourcentage du revenu disponible, France 1820-2010



Graphique 11.9. La part de l'héritage dans les ressources totales (héritage et travail) des générations nées dans les années 1790-2030

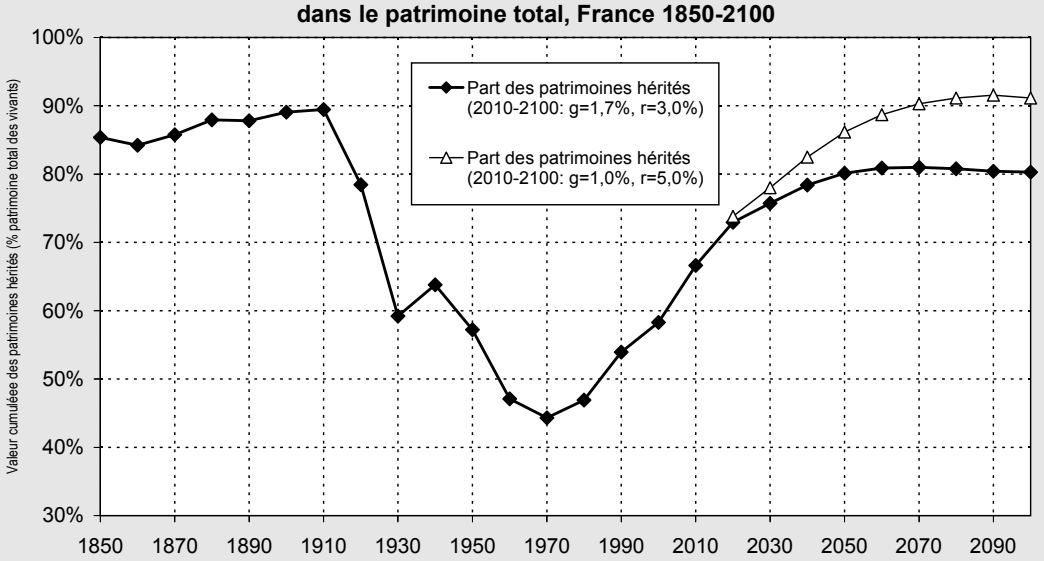


Ces graphiques montrent le poids relatif des héritages (et donations) par rapport au revenu disponible, pour le premier en fonction de l'année de la succession, et pour le second en fonction de l'année de naissance du bénéficiaire.

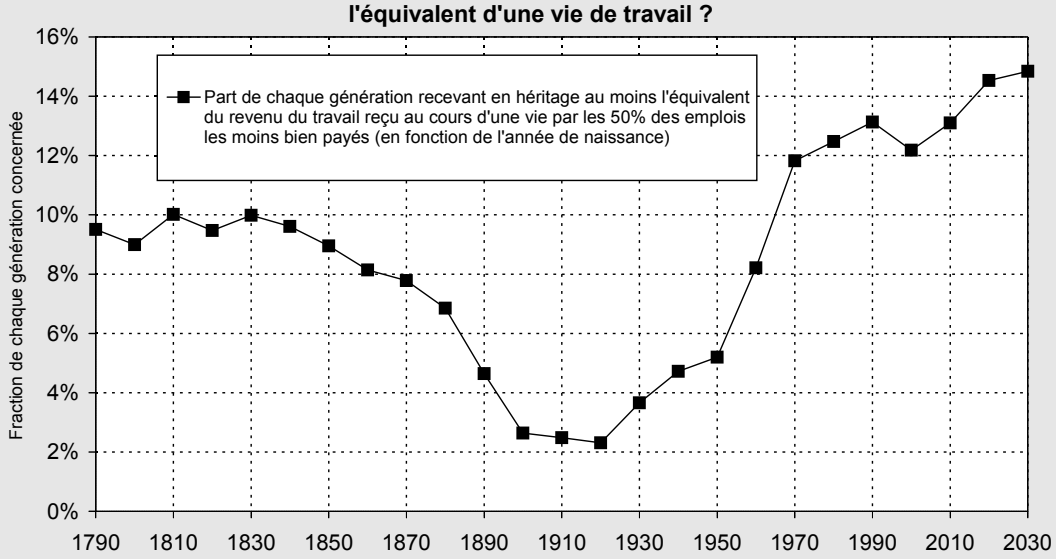
Pour les personnes nées en 1920, les héritages ont constitué en moyenne 10% de la totalité du revenu disponible, cumulé tout au long de la vie. Pour celles nées en 1970, ce taux s'élèvera vraisemblablement à 22%. [Cette estimation tient compte d'une croissance prévisionnelle de 1,7% et d'un rendement du capital de 3%.] Pour une personne qui travaille pendant 40 ans, cet héritage correspondra aux revenus de 9 années de travail, un résultat assez cohérent avec ce qui a été constaté sur les volumes du capital.

Piketty calcule la proportion de personnes qui, en quelque sorte, héritent des sommes suffisamment importantes pour vivre — modestement — sans jamais devoir travailler : 12% des personnes nées après 1970 sont dans ce cas. *[Pour calculer ce niveau de vie, Piketty prend en compte ce que les 50% de personnes les moins bien payées gagnent en revenus du travail au cours de leur vie.]*

Graphique 11.7. La part des patrimoines hérités dans le patrimoine total, France 1850-2100



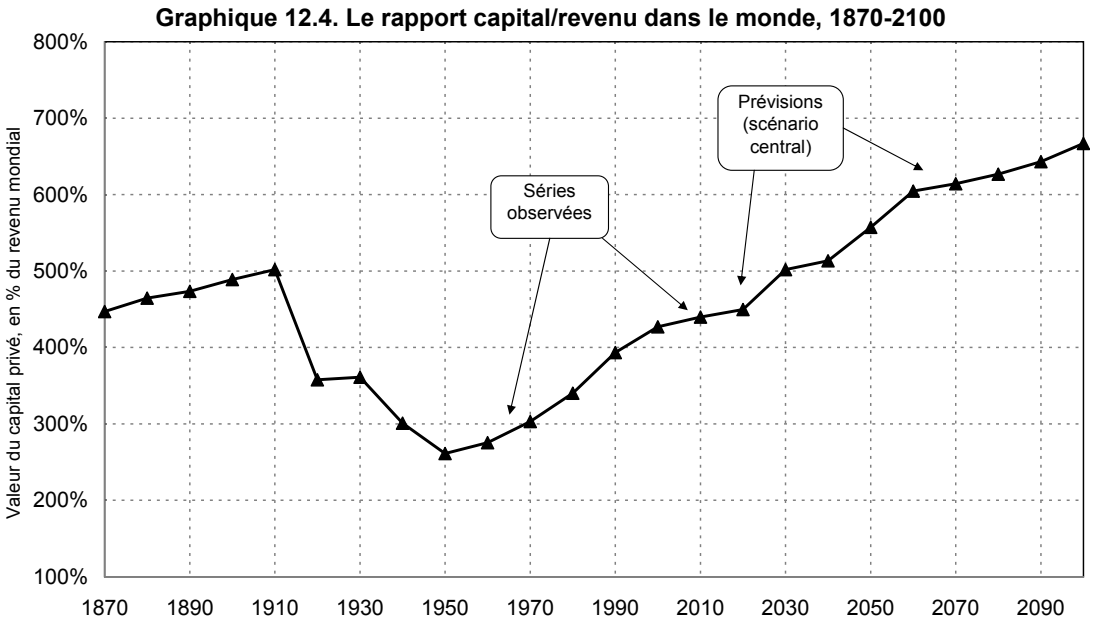
Graphique 11.11. Quelle proportition d'une génération reçoit en héritage l'équivalent d'une vie de travail ?



Le premier graphique indique — de façon prévisionnelle, à règles économiques constantes — la part du patrimoine constituée par héritage. Après avoir baissée jusqu'à 45%, celle-ci remontera jusqu'au niveau de 80 à 90% à partir de 2030 ou 2050. [80% dans l'hypothèse d'une croissance économique de 1,7% par an, et d'un rendement du capital de 3%. 90% si la croissance se limite à 1% par an, et si le rendement du capital s'élève à 5%.] Un exemple parfait de reproduction financière.
Le deuxième graphique montre, par année de naissance, la part d'une génération qui, au cours de sa vie — il est vrai plus souvent à 50-60 qu'à 20-30 ans —, reçoit en héritage l'équivalent d'une vie de travail (ou plus).

Ma conclusion : S'il existe une génération de *self made men* (et *self made women*), au sens américain du terme, c'est bien celle née de 1900 à 1940.

"Le capital au 21ème siècle" ? Jusque-là, Piketty s'est surtout intéressé aux siècles actuel et passés. Mais il a réuni assez de matériaux — données et modèles — pour se risquer à des prévisions pour le siècle à venir : hypothèses de croissance démographique et économique, taux d'épargne, rapport entre croissance et rendement du capital, écarts de rendement entre capitaux selon leur taille, etc.
Mesurés à l'échelle mondiale, les écarts de revenu et de patrimoine sont plus élevés qu'à l'échelle d'un seul pays. *"Au niveau mondial, le patrimoine moyen est d'à peine 60.000 euros par adulte, si bien que de très nombreux habitants des pays développés — y compris au sein de la « classe moyenne patrimoniale » — apparaissent très riches au niveau de la hiérarchie mondiale."*
L'évolution de ces écarts est incertaine, car il se peut que les effets de rattrapage entre pays l'emportent actuellement sur les forces de divergence. Mais Piketty met en avant les écarts entre le "sommet" (le *millime* supérieur, qui possède environ 20% du capital) et le reste de la population. Si ce millime supérieur réussit à bénéficier d'une croissance de son patrimoine de 4, voire 6% par an (ce qui est tout à fait probable), contre 2% pour le reste de la population, il réussira à doubler, voire tripler sa part dans le capital mondial en l'espace d'une génération. Il détiendrait alors non plus 20%, mais 40 ou 60% de la richesse, *"avec de fortes redistributions des classes moyennes et moyennes supérieures vers les très riches. Il est probable qu'un tel appauvrissement des classes moyennes susciterait de violentes réactions politiques".*

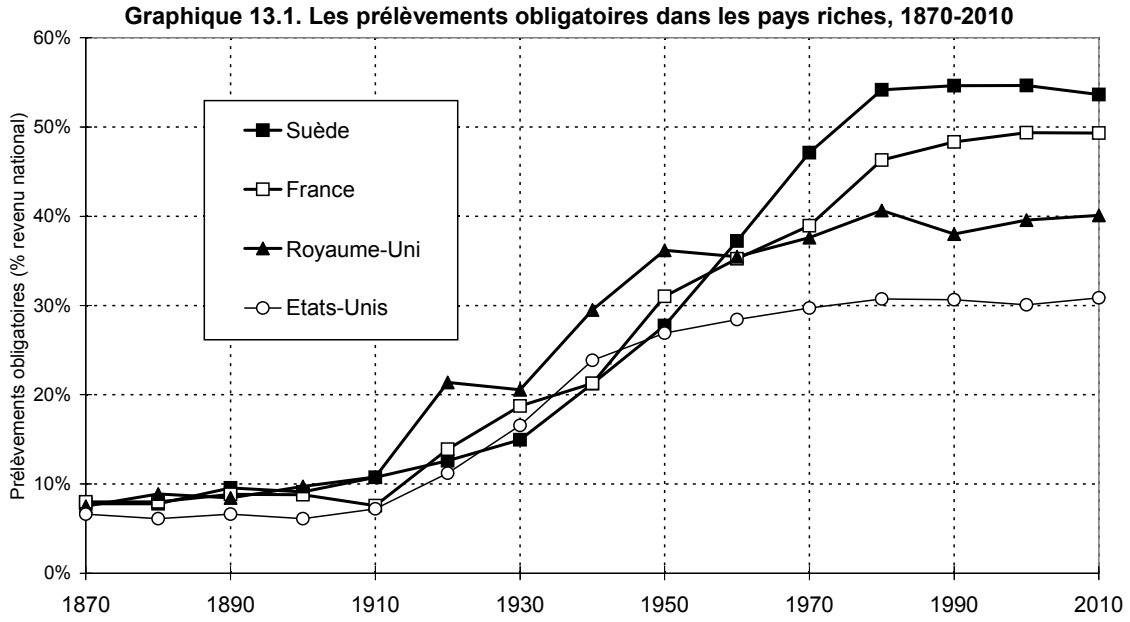


Le graphique montre l'évolution prévisible, à l'échelle mondiale, et à règles économiques et financières constantes, du volume de capital, exprimé en nombre d'années de revenu mondial. En soixante ans, de 1950 à 2010, ce volume a presque doublé, de 2½ à 4½ années de revenus. Piketty prévoit une poursuite de cette évolution, jusqu'à 6 années de revenu en 2070, etc.

Une faiblesse — à mon avis — du livre de Piketty est qu'il n'explique pas clairement les risques liés à l'augmentation sans fin du capital, et à sa concentration dans les mains d'un petit nombre de personnes [9]. Il se limite surtout à envisager quelques hypothèses, telle la possession de l'Europe par les fonds pétroliers, ou par des capitaux chinois. Il y a sans doute bien plus à dire sur cette question. J'y reviendrai tout à l'heure, et le livre *"Tous rentiers"* de Philippe Askenazy m'y aidera.

Quoi qu'il en soit, la concentration du patrimoine dans les mains d'un petit groupe de personnes n'est pas soutenable. Piketty compare plusieurs voies pour à la fois restaurer l'équilibre des budgets publics — aujourd'hui malmenés — et redistribuer les richesses (ce qu'on pourrait également appeler : *mettre fin à la distribution actuelle des richesses qui se fait au profit des nantis*).

Un nouveau développement de l'état social, augmentant ses prélèvements obligatoires, lui semble peu probable (ni souhaitable ?), après sa mise en place et son développement entre 1910 et 1980, au regard des taux actuellement atteints.



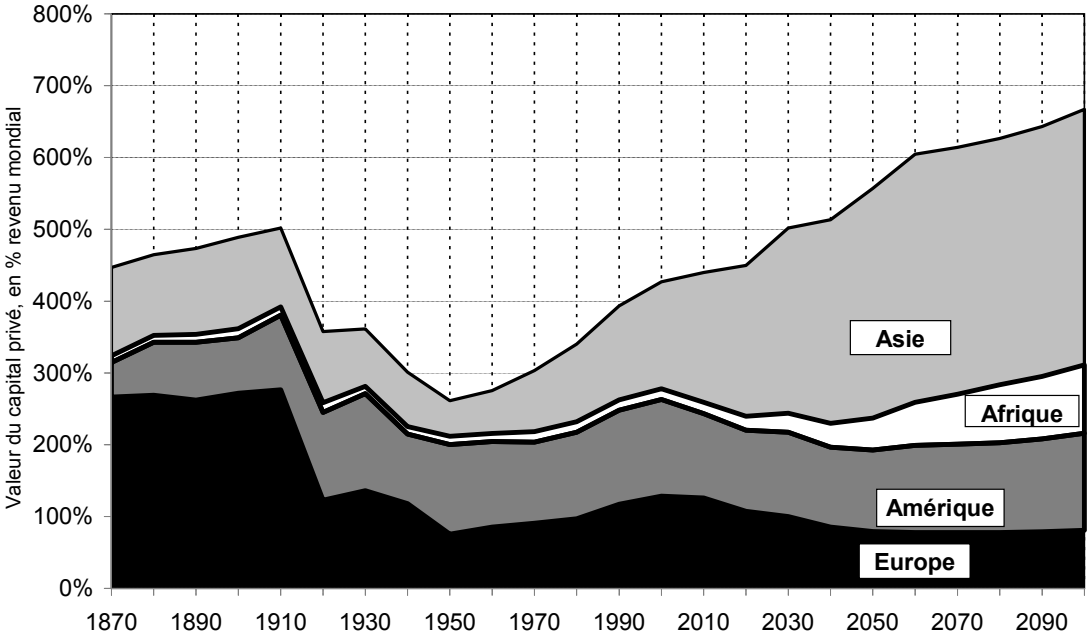
Ce graphique montre l'évolution de l'ensemble des prélèvements obligatoires, de quelque nature qu'ils soient — mais toujours publics, ajouteré-je — par rapport au revenu national. [C'est-à-dire après prise en compte de la dévalorisation du capital. Mesurés par rapport aux P.I.B., les prélèvements sont 10% plus faibles ; par exemple 45% eu lieu de 50.] Les 8 à 10% de départ correspondent aux missions d'un État peu impliqué dans les domaines social et économique : police, armée, justice, affaires étrangères, administrations générales..., et quelques infrastructures ou universités... La part de ces dépenses dans le revenu national a peu changé. Les pays riches dépensent entre un quart et un tiers du revenu national dans les missions sociales, dont environ la moitié en revenus de transfert et une autre moitié dans les domaines tels l'enseignement et la santé.

---

[9] *"Peut-on imaginer pour le XXIe siècle un dépassement du capitalisme qui soit à la fois plus pacifique et plus durable, ou bien doit-on simplement attendre les prochaines crises, ou les prochaines guerres, véritablement mondiales cette fois ?"*

L'inflation n'est pas une réponse non plus. Elle permettrait, certes, dans certains cas et sous certaines conditions, de réduire les dettes publiques, mais son impact sur les patrimoines est hasardeux. Il est même probable que l'inflation augmenterait les inégalités : les petits patrimoines, monétaires, s'effriteraient, alors que les grands patrimoines (en biens *réels*, immobilier, entreprises, propriétés intellectuelles...) suivraient l'inflation des prix.
En conclusion, Piketty plaide pour une plus forte progressivité de l'impôt sur le revenu et, surtout, pour la création d'un impôt mondial — ou pour le moins international — sur le capital. Un impôt progressif, lui aussi, aidé par la mise en place d'un cadastre des capitaux, outil indispensable au fonctionnement démocratique de la société. L'avenir du capitalisme passe par là.

Graphique 12.5. La répartition du capital mondial 1870-2100



Hypothèse moyenne de l'évolution du capital à l'échelle mondiale, avec convergence des comportements d'épargne. Il est à noter que les courbes sont dessinées en fonction du revenu mondial, *qui lui évolue* (croît) *également. La baisse du patrimoine européen, indiquée à partir de 2010, est une baisse en nombres d'années de revenu mondial.*

"Le Piketty" en sept phrases.
Le capital croît plus vite que le revenu national (ou mondial). Les patrimoines les plus grands croissent plus vite que les patrimoines de moyenne ou petite taille. Ces deux phénomènes font que l'écart entre celui qui vit de son travail et celui qui vit d'un capital s'élargit. Ils font aussi qu'une part de plus en plus importante du capital mondial sera concentrée dans les mains d'un petit nombre de personnes. L'accès des autres au patrimoine et aux revenus qu'il procure — dont l'accès au logement — deviendra de plus en plus difficile. Il est incertain que cette situation soit acceptée. Qu'est-ce qu'on fait pour l'éviter ?

2. Le coup de foudre pour Google

La Libre.be

La Libre Abonnez-vous et recevez un robot pâtissier, une tour multimedia ou une machine Nespresso. Choisissez votre cadeau
(http://dossiers.lalibre.be/3cadeaux/)

Saint-Ghislain: Google perd des données suite à un coup de foudre sur son datacenter

BELGA Publié le jeudi 20 août 2015 à 16h01 - Mis à jour le jeudi 20 août 2015 à 16h05

CYBER Google a perdu des données de clients la semaine passée après que la foudre a touché à quatre reprises le réseau électrique qui alimente son datacenter de Saint-Ghislain (Hainaut), rapporte jeudi Time Magazine. L'information a été confirmée par l'entreprise américaine sur le site de Google Cloud. L'incident date de jeudi passé. La foudre a frappé le réseau électrique alimentant l'unité "europe-west1-b zone", soit le datacenter de Saint-Ghislain, ce qui a provoqué des problèmes de sauvegarde des données de certains utilisateurs.

Les ingénieurs de Google sont parvenus à récupérer la majorité des données compromises, mais, selon l'entreprise, 0,000001% de l'espace de sauvegarde est irrémédiablement perdu.

"La pérennité des données est notre première priorité", souligne le géant internet, qui conserve les données de centaines de millions d'internautes via son serveur de messagerie électronique et son système de cloud. "Nous nous excusons auprès de nos clients qui ont été touchés par cet incident exceptionnel."

"Cette perturbation relève totalement de la responsabilité de Google", insiste l'entreprise, qui ajoute mettre tout en oeuvre pour éviter que le problème ne se reproduise.

Ceux qui pensent que le *"cloud"*, c'est dans les nuages, sauront désormais qu'une partie importante du *cloud* se trouve à Saint-Ghislain, près de Mons en Belgique, et qu'il consomme beaucoup d'électricité et d'eau.
Le 13 août 2015, un violent orage a frappé le Borinage. Par quatre fois, la foudre a touché le réseau électrique — interne — de l'immense data-center de Google. Des données se sont perdues. D'après les journaux — ici *La Libre Belgique* du 20 août 2015 —, et d'après Google, la perte de données, suite aux coups de foudre, ne concernerait que 0,000001% de l'espace de sauvegarde.
Je ne sais pas comment il faut comprendre ce *"un-centmillionième"*. Est-ce un fichier sur cent millions, ou une donnée sur cent millions ? Quand je fais une photo, elle comprend déjà 5 millions de données. La cent millionième donnée, elle se trouve dans la vingtième photo. Peut-être même la donnée manquante est-elle le signe + ou -, qui m'indique si tel montant sur mon compte en banque est positif ou négatif.

Google sauve la Grèce, et le monde, en 2050 !

BRUXELLES, 13 août 2050, *de notre correspondant (JVS)* [10]— On ignore si c'est la sécheresse, qui a mis à mal le système de refroidissement de Google à Saint-Ghislain (Borinage), ou si c'est un orage particulièrement virulent qui a coupé le courant. Toujours est-il que le célèbre *datacenter* a perdu beaucoup de données, surtout financières. Personne ne peut plus garantir à qui appartenaient les comptes en banque, conservés à Saint-Ghislain, les actions, les dettes. Ni quels sont les montants, positifs ou négatifs, qui figuraient dessus.

La troïka s'apprêtait justement à se réunir pour examiner le 38ème plan de soutien financier à la Grèce, dont la dette était estimée, d'après les journaux, à douze fois le revenu annuel brut du pays. Or, depuis **le déménagement du Parthénon au Kirchberg** à Luxembourg, il ne restait vraiment plus rien à vendre, ni aucun salaire ou retraite à réduire.
Du jour au lendemain, grâce au coup de foudre de Google, un seul constat s'impose à tous : la dette de la Grèce vient d'être effacée.

Mieux que ça. Puisque plus personne ne sait à qui appartient l'immense capital cumulé au cours des premières décennies du 21ème siècle (on se souvient que c'était un groupe très restreint : les 1 *pourcent* ? les 1 *promille* ? mais *qui* ?), ni à qui accorder les revenus qu'il continue de produire, désormais supérieurs aux revenus du travail, une décision simple s'est imposée aux autorités financières : le capital mondial sera réparti à parts égales entre tous les habitants de la planète, qui dès lors bénéficieront tous d'un revenu de base universel et inconditionnel [11]. Comme le dit un prix Nobel que nous avons pu contacter : « *Avec le revenu de base universel et inconditionnel, tous les métiers bêtes et idiots disparaîtront, faute de candidats, et les métiers vraiment utiles attireront les meilleurs talents.* [Quant aux métiers nuisibles, ils n'auront plus de clients.] *Le revenu de base ainsi créé permettra à tous de vivre.* [Il évitera aussi beaucoup de "paperasse".] *On travaillera pour le plaisir, pour l'épanouissement, pour donner du sens à la vie, et un peu pour vivre mieux. Mais sans peur de l'avenir.* »

---

[10] Ce bref récit renvoie à une série de textes, écrits en 2009 dans le cadre du Collège de prospective Nord-Pas de Calais et de sa fabrique "Reconquérir l'environnement et le cadre de vie" : ***"En 2040, je regarde par la fenêtre. Qu'est-ce que je vois ?"***

[11] Pour le revenu de base universel et inconditionnel, lire aussi ***"la terre appartient à tous"***.

3. Tous Rentiers !

Le livre de Philippe Askenazy, *"Tous rentiers ! Pour une autre répartition des richesses"*, est à l'opposé de celui de Thomas Piketty. C'est un pamphlet, qui apparaît comme écrit dans l'urgence. Il est très dense. Askenazy a beaucoup à dire et à partager, et il ne prend pas le temps que prend Piketty pour tout expliquer.
Au contraire de Thomas Piketty, qui voit une évolution régulière — voire *naturelle* — au-delà des siècles, avec deux guerres mondiales comme *catastrophes*, dans tous les sens du mot, le vingtième siècle presque terminant où il a commencé [12], Philippe Askenazy préfère une histoire plus concrète, et plus humaine donc — car *moins structurée par des lois mathématiques.*
Pour lui, le tournant des années 80 est la chute de l'Union Soviétique et l'affaiblissement des syndicats [13], suivis du développement de l'économie de la connaissance. Ces événements concrets ont à la fois fondamentalement changé les rapports de force entre le travail et le capital, et permis l'émergence de nouvelles rentes : les rentes de l'information et les rentes d'agglomération (par la concentration territoriale des activités économiques), ces dernières se transformant en rentes foncières.
Askenazy s'attaque au dogme de la compétitivité, qui justifierait la fragilisation des salariés. *"Plutôt que de chercher à* corriger *ou à* réduire *des inégalités devenues criantes, c'est la mécanique de répartition des richesses qu'il faut revoir. (...) La distribution primaire n'est pas naturelle. Elle est une construction. Pour élaborer un nouveau progrès social, on doit déconstruire la formation de « rentes »."*

Deux sujets sont particulièrement intéressants : son approche du travail, et celle des rentes. Ils complètent et concrétisent les travaux de Piketty.

Le travail

Askenazy pourfend l'idée selon laquelle les inégalités de revenu reflètent les différences de productivité. Les emplois soi-disant non qualifiés sont en réalité devenus des emplois très qualifiés, comprenant de nombreuses tâches de haute technicité. Ce n'est pas pour rien qu'on trouve de plus en plus de diplômés dans les métiers *"peu qualifiés"*, car ceux-ci demandent la maîtrise de logiciels et d'équipements exigeants, et/ou une bonne maîtrise de plusieurs langues, intègrent des missions auparavant confiées à des emplois *"supérieurs"* (tel le

---

[12] Ceci est mon interprétation, pas celle de Piketty.

[13] Le second n'est pas sans lien avec le premier, les milieux conservateurs ayant soutenu les syndicats tant qu'ils s'opposaient au régime soviétique, les ont vite fait tomber.

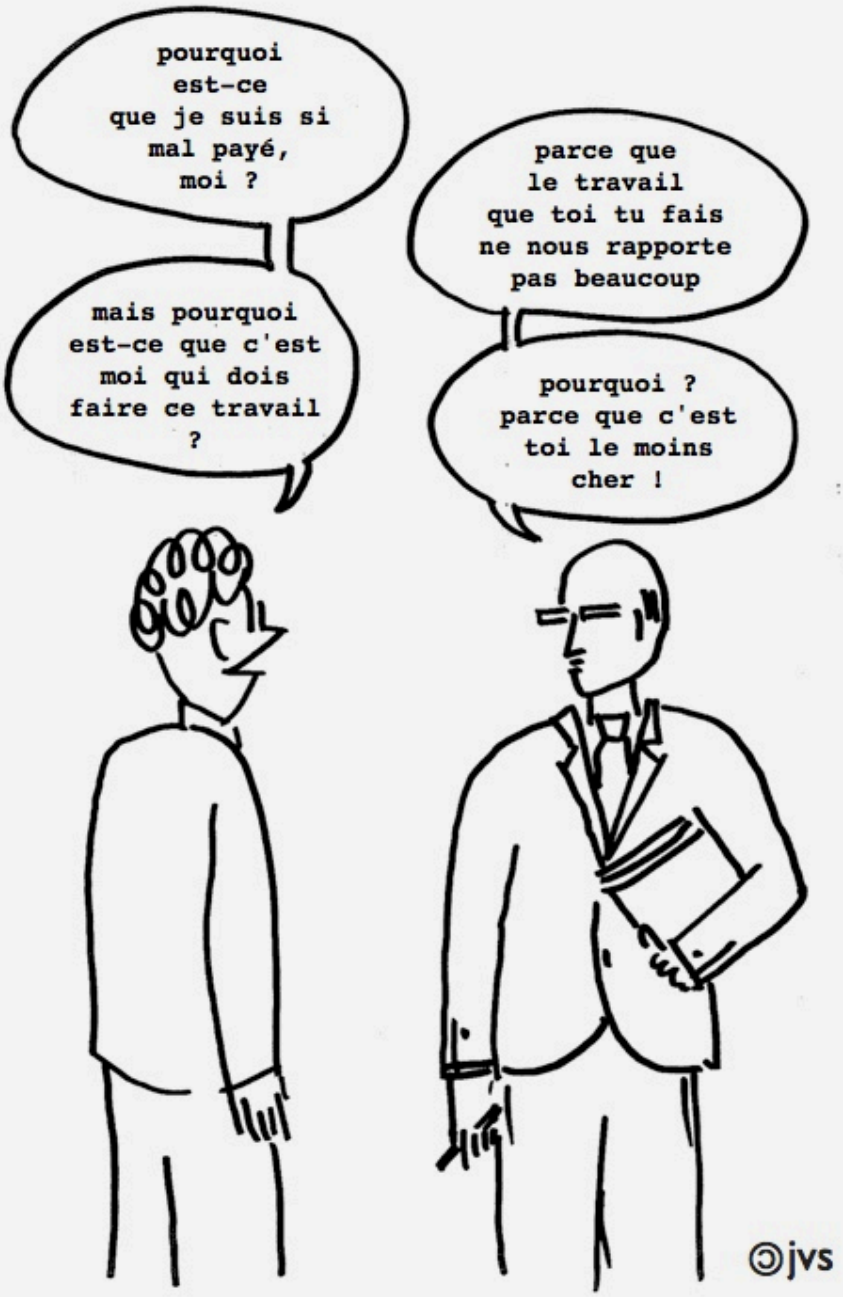
contrôle de qualité), et/ou s'exercent à des horaires décalés, très contraignants pour la vie privée ou familiale. Parfois, les dénominations de ces métiers ont évolué, mais les rémunérations n'ont pas suivi [14].

La distribution primaire des revenus ainsi établie — c'est-à-dire avant *"redistribution"* par les mécanismes fiscaux et sociaux — n'est pas *"naturelle"*. Elle ne correspond pas aux contributions respectives des acteurs économiques aux richesses produites.

Niveau moyen des compétences mobilisées par profession dans l'OCDE en 2011-2012

	Apprentissage dans le cadre professionnel	Coopération avec les collègues	Aptitude physique	Lecture	Numératie
Professions élémentaires	1,6	2,3	3,4	1,0	1,4
Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage	1,7	2,3	3,0	1,4	1,7
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	2,0	2,7	3,4	1,7	1,6
Personnels des services directs aux particuliers et du commerce	2,0	2,6	2,7	1,7	1,6
Employés administratifs	1,9	2,2	1,1	2,1	2,1
Professions intermédiaires	2,1	2,4	1,4	2,3	2,2
Professions scientifiques et intellectuelles	2,2	2,2	1,0	2,6	2,2
Managers	2,1	2,6	1,2	2,7	2,6

[14] Askenazy donne plusieurs exemples, dont celui des vendeurs d'automobiles, qui le plus souvent vendent aussi des plans de financement. Or, les constructeurs d'automobiles ont hébergé le financement dans des sociétés *ad hoc*, bien plus bénéficiaires que la vente des machines, dont les prix — bien plus visibles que ceux du crédit — sont *cassés* et soumis à promotion et négociation. Le travail du vendeur et sa véritable productivité ne sont pas reconnus, et sa valeur est captée par des emplois financiers prétendument plus productifs.



Dessin également publié dans "la terre appartient à tout le monde" (mars 2015).

Les rentes

Déjà Piketty, dans un des rares exemples concrets de rentes, avait mis en avant que la *"rente annuelle, issue de l'exploitation des ressources naturelles, définie comme la différence entre les recettes et les coûts de production, représente depuis le milieu des années 2000 de l'ordre de 5% du P.I.B. mondial"* — ce que je traduirais par un *prélèvement obligatoire privé* [15].
Askenazy, quant à lui, s'intéresse plus particulièrement à la rente foncière [16], issue des économies d'agglomération [17], et à l'extension rampante du domaine de la propriété [18], par exemple dans les domaines pharmaceutique, du vivant (brevetage de variétés végétales, mêmes ancestrales), et de l'information (droit d'auteur, droit des marques, *big data*...).

Comme il le décrit, de façon très percutante, dans une entrevue au journal Le Monde, le 11 février 2016 [19] : *"L'histoire politique montre que certaines catégories professionnelles ont accru leur capacité à capter la rente économique au travers d'instruments — juridiques et institutionnels plutôt qu'économiques. C'est ce que j'appelle l'extension du domaine de la propriété. Le surgissement de l'économie de la connaissance, basée sur le développement des technologies de l'information, était une véritable menace pour le capitalisme traditionnel, parce que sa matière première — la connaissance, la science, l'information — est constituée de « biens communs », dont la rente pouvait être distribuée à tous. Le capitalisme s'est sauvé lui-même en étendant*

---

[15] Un prélèvement obligatoire *privé* diffère d'un prélevement obligatoire *public* par le fait qu'il n'apporte aucun bien, service ou investissement public en retour. Au contraire, il fragilise et déstabilise les autres patrimoines.
On arguera que ce prélèvement n'est pas toujours privé, mais qu'il bénéficie aussi, au moins en partie, aux fonds souverains détenus par des États (Norvège, Abu Dhabi, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Russie, Dubaï...). Certes, mais plusieurs de ces États sont tellement peu peuplés qu'il s'agit plutôt d'entreprises sous forme étatique, et, de toute façon, sauf à favoriser *l'économie circulaire* — ce que l'intérêt écologique (re)commande — il s'agit bien de prélèvements obligatoires auxquels ne correspond aucun retour.
5,00 € de prélèvement sur chaque 100,00 € dépensé, ça vaut la peine d'y penser.

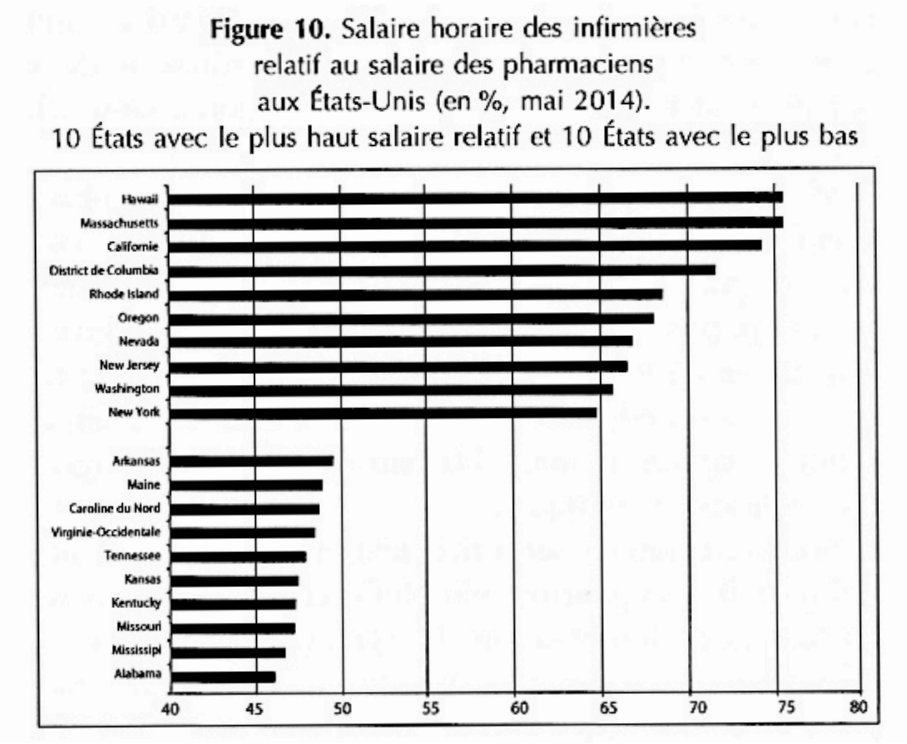
[16] Il rappelle que le logement n'est pas seul à subir les rentes foncières : *Toutes les activités de production sont également concernées par le possible accaparement de leurs gains par les propriétaires du foncier et du bâti.* Ce qui impacte les prix, les salaires et les retours sur investissement des entreprises.

[17] *L'économie d'agglomération* est le fait que, malgré le développement des télécommunications, les activités ont tendance à se concentrer sur des territoires restreints — phénomène qui touche plus particulièrement les activités les plus productives, ou plus captives de valeurs.
Une partie de cet avantage concurrentiel est capté par les valeurs foncières.

[18] *"Sous l'impulsion notamment des États-Unis, qui se voyaient déjà en leader de l'économie de la connaissance, un cycle de négociation s'ouvre en 1986 : l'Uruguay Round. Il aboutira en 1994 à la création de l'Organisation mondiale du commerce."*

[19] Le Monde Culture & Idées (**consultable uniquement dans la partie payante**).
Philippe Askenazy (directeur de recherche CNRS, ENS, EEP) est également chroniqueur au Monde "Éco & entreprise".

les droits de propriété sur le capital immatériel. Par exemple : les molécules médicamenteuses échappaient au brevetage en France jusqu'à la fin des années 1960. [Et] *ce n'est qu'en 1996 qu'une directive européenne a établi la propriété des bases de données."*



Ce graphique montre l'impact de l'organisation syndicale des infirmières états-uniennes (hors infirmières anesthésistes et cadres infirmiers) sur le niveau de leur rémunération.

Askenazy plaide pour que le salariat redécouvre sa valeur (sa véritable productivité) et sa force. Découvrir sa force implique d'identifier son véritable donneur d'ordre et de connaître sa propre criticité [20]. C'est avec le véritable patron qu'il faut pouvoir négocier (au-dessus de la tête du patron juridique [21]) en valorisant la dépendance de la compétitivité à l'égard de sa propre criticité, même (ou surtout) pour les métiers prétendument peu qualifiés. Askenazy donne en exemple les grèves à répétition des femmes de chambre des grands hôtels parisiens du *"triangle d'or"* à Paris [en réponse à la captation des richesses par la rente foncière], celles des chauffeurs de bus de Google dans la Silicon Valley, suivies par celles des métiers annexes (maintenance, nettoyage, restauration...) [en réponse à la captation des richesses par la rente du savoir], ou celles des infirmières américaines, dont les conditions de travail étaient dégradées pour augmenter le confort des médecins [22].

---

[20] La notion de *"criticité"* provient du domaine de la prévision, prévention et gestion des risques (informatiques, industriels) : criticité = probabilité x gravité.

[21] Askenazy donne l'exemple des faux indépendants travaillant pour un seul donneur d'ordre, et celui des indépendants ou des salariés travaillant en fin de compte pour les véritables bénéficiaires de l'économie dite collaborative : *Uber, Airbnb, Amazon...*

[22] Par exemple une forte disponibilité et adaptabilité horaires.

La différence entre Piketty et Askenazy se lit le mieux dans leurs approches de la propriété. Alors que Piketty veut sauver le capitalisme (en réalisant *"un dépassement du capitalisme qui soit à la fois plus pacifique et plus durable")*, et s'inquiète (plus implicitement qu'explicitement) d'une possible disparition de la propriété individuelle, notamment du logement, au bénéfice des grands capitaux, pour Askenazy, la petite propriété (surtout celle du logement, ou, comme dans l'Angleterre thatchérienne, de l'actionnariat) est un mirage, destiné à favoriser l'adhésion du plus grand nombre à un système économique qui leur est défavorable.

"Notre analyse (...) montre que le capitalisme est entré dans une double dépendance : dépendance aux rentes offertes par les droits de propriété ; dépendance aux rentes extraites du travail, des « improductifs » qui assurent des fonctions supports critiques de nos sociétés et économies.
Cette double dépendance enkyste le capitalisme dans ses maladies économiques et sociales : inégalités primaires, protection sociale ébranlée, montée des populismes [23] *et menaces déflationnistes. Deux moteurs de la croissance économique* [24] *— l'agglomération et l'innovation — sont progressivement stérilisés par la rente foncière et les droits exclusifs sur les connaissances. L'autre moteur majeur, la création croissante de richesses par de larges catégories du monde du travail assumant une intensification délétère n'est reconnue ni financièrement ni socialement ni même statistiquement* [25]*."* (Ph. Askenazy, *"Au-delà du pragmatisme"*, dans la conclusion de *"Tous rentiers !"*)

---

[23] En temps normal, le mot *"populisme"* ne sort jamais de ma plume (ou de mon clavier). Je le trouve trop simpliste, trop réducteur. Mais ce texte est une citation. (Dont je respecte jusqu'à la ponctuation, qui parfois me surprend.)

[24] Rétablir la croissance ? *Croître pour croître ?* Une autre approche est possible, qui interroge la croissance, et s'intéresse au bon usage et à la bonne distribution des biens et services produits. Et qui est peut-être plus proche du sous-titre du livre *"Pour une autre répartition des richesses"*.

[25] Philippe Askenazy donne plusieurs exemples de raisonnements circulaires pour définir la productivité, notamment dans le domaine des services marchands. La productivité y est mesurée en termes de coût global (qui est faible quand les rémunérations sont faibles), et la faiblesse des rémunérations est justifiée *statistiquement, donc scientifiquement* par la faiblesse de la productivité.

4. Travailler pour rien

L'histoire de Google en 2050 était une fable — ce n'est pas une coupure de courant qui va rétablir l'égalité entre les citoyens — mais elle interpelle les dynamiques mises en lumière par Piketty. Sans faire des calculs aussi précis, mais en se basant sur les évolutions dessinées, que peut-on imaginer ?
Si dans nos pays riches, le patrimoine privé — calculé en nombre d'années de revenu national — a pu doubler en l'espace de quarante ans (de 1970 à 2010), allant de 3 à 6 années de revenu national, une évolution linéaire (même pas exponentielle, avec un nouveau doublement) le porterait à 9 années en 2050.
Si parallèlement la croissance se met à 2% par an (très loin du niveau des *Trente Glorieuses*), en moins de 40 ans ce revenu national doublerait [26]. La valeur du patrimoine s'établirait donc à 18 années de revenu actuel. Un rendement net de 5% par an (hypothèse tout à fait vraisemblable sur le long terme pour un capital de ce volume), produirait un revenu annuel égal à 90% du revenu annuel actuel. Même avec une population un quart plus nombreuse qu'aujourd'hui, il y aurait de quoi faire vivre tout le monde tout à fait correctement [27]. Grâce au seul rendement du capital, personne ne devrait plus travailler !

Un raisonnement comparable pourrait d'ailleurs être fait à l'échelle mondiale, avec quelques décennies de report. Dans un siècle (ou quelque chose de cet ordre), le monde aurait accumulé assez de patrimoine pour que les seuls intérêts permettent à tous de vivre correctement. Sans que personne ne doive travailler. Le rêve, non ?

Bon. Il est peu probalement qu'en 2050, Google, ou son successeur [28], "nous" offre cette issue. Et si, par bonheur (ou malheur) le géant des *données* [29] nous

---

[26] Une règle simple : une croissance annuelle de 1% produit un doublement en 70 ans, une croissance de 2% le réalise en 35 ans, etc.

[27] Je fais le calcul avec vous. Je prends les chiffres de l'INSEE de 2007. Peu importe l'année précise, la distribution n'a pas tant changé depuis.
Le revenu *moyen* des ménages s'établissait à 29 696 euros.
[Le revenu *médian* des ménages était de 18 165 euros. Par définition, la moitié des ménages gagnaient moins, et l'autre moitié gagnait plus que ce montant.]
Une distribution en parts égales de 90% du revenu national de 2007, pour une population augmentée d'un quart, conduirait à un revenu par ménage de 21 381 euros. Toujours supérieur au revenu médian.
Environ deux tiers des ménages gagnaient moins de ce montant. Devons-nous considérer qu'ils ne vivaient pas correctement ?

[28] L'invincible industrie automobile à Detroit a sombré. Ce qui est arrivé à *Motown* et Chrysler peut arriver à Silicon Valley et Google.

[29] Le mot *données* est plus qu'exact. Google fait fortune avec ce que nous lui *donnons*.

l'offrait, il n'est pas certain que l'intelligence humaine se déciderait à attribuer la richesse accumulée à tous — comme un bien commun.

Ce n'est pas critiquer ni même mettre en question les analyses et les prévisions de Piketty, que de souligner l'ineptie des prétentions du capital. Car en tirant sa logique jusqu'au bout, viendra un moment (certes au-delà de 2050) où son rendement sera supérieur aux revenus des pays [30]. Faudra-t-il instaurer des salaires négatifs pour travailler, comme d'aucuns l'ont parfois suggéré ?

Ce que Piketty ne développe pas assez — et où Askenazy lui répond — est la façon dont le capital se développe, et la place encombrante qu'il prend dans la société. C'est ce qu'Askenazy appelle *l'extension du domaine de la propriété* — et qu'en 2013, dans la version française d'un texte qui n'a pas beaucoup à voir, j'avais nommé *l'extension du domaine du marché.*

C'est un voyage en 2007 au Québec et à Montréal qui m'avait inspiré à écrire en 2008 un album originalement dénommé *"Nieuwe Wereld, over eindigheid en oneindigheid"*, dont la version française, sous le titre ***"Nouveau Monde, de finité et d'infinité"***, avait dû attendre 2013.
Après un récit plutôt factuel des deux à trois semaines passées à découvrir un petit bout de cet immense pays, j'avais décrit les réflexions que ce voyage m'avait inspirées : sur l'appropriation, la citoyenneté, et les migrations.
Les querelles, alors assez vives, sur la propriété du Pôle Nord, entre la Russie et le Canada, avec le Danemark, la Norvège et les États-Unis en spectateurs privilégiés, étaient le point de départ d'une quinzaine de pensées réunies sous la bannière ***"le pouvoir et le marché"***.
La quinzième et dernière s'appelait *"Nostalgie de l'avenir"* et traitait précisément de la société telle qu'elle se présentait à moi dans les années 50 et 60 (que plus tard on appellerait *les Trente Glorieuses*) : *"La prospérité devenait abondance, et on pouvait penser que, petit à petit, lentement mais sûrement, tous les conflits et les injustices allaient s'arrêter"*. — Nous en sommes loin.

La dixième réflexion s'appelait *"l'extension du domaine du marché"*. Je la citerai tout à l'heure. Avant, je m'étais intéressé au désintérêt pour le bien commun, à la privatisation du vivant, à la mainmise des technologies de l'information sur nos vies, aux droits d'auteur (la littérature, l'image, l'aménagement urbain), au brevetage et à l'information. Et je m'interrogeais sur l'idéologie libérale qui permet de représenter le profète Mahomet, et même de le moquer, mais qui protège Tintin contre toute copie ou dérision [31].

---

[30] Avec un rendement de 5%, un capital qui atteint la valeur de vingt fois le revenu national annuel (contre sept maintenant) produit un rendement égal au revenu national.

[31] Pour être exact, ce n'est pas le prophète que j'avais mentionné, mais son dieu, au même titre que celui des chrétiens (le fils, et sa mère), ou les politiques tels George W. Bush et Mahmoud Ahmadinejad. Et, pour être tout à fait clair : c'est du côté de Tintin que se trouve l'aberration.

10. L'extension du domaine du marché

Le système économique mondial ne s'intéresse pas aux biens matériels, ni aux services, ni même à la satisfaction de besoins, et encore moins aux gens. Il ne s'intéresse qu'à la capacité de créer des richesses financières, quels que soient les supports.

Malheureusement (?), ce système n'a pas encore atteint le stade d'autonomie où il peut fonctionner sans biens, ni services, ni gens. Car en fin de compte, toutes ces valeurs financières sont basées sur diverses formes de travail humain (ou sur des matières premières, que ce travail a pu transformer), sur un travail déjà fourni ou encore à fournir (c'est-à-dire par échange ou à crédit).

C'est pourquoi les marchés financiers, toujours en extension, sont sans cesse à la recherche de nouveaux domaines marchands — à la recherche de nouveaux biens qui pourront être accaparés, échangés et vendus, si possible à terme. C'est pourquoi les services publics et les biens collectifs sont privatisés : la compétition pour l'eau et pour la distribution de l'eau ne vise pas les gens, leur santé ou leur confort, elle ne vise même pas l'eau, elle ne vise que l'extension du domaine du marché. C'est aussi pourquoi le marche international des droits à polluer (le CO_2) demeure une affaire ambigüe. Certes, il permet de limiter les rejets de gaz à effet de serre, dans une certaine mesure selon le principe du "pollueur payeur" (encore que) ; mais il s'agit surtout de la création d'un nouveau et grand marché : le marché d'un bien qui n'existe pas : l'air non pollué. Un marché de dupes ?

Car, au-delà d'un certain seuil, que je ne saurais définir — mais que nous avons sans doute déjà franchi —, le capital cesse d'être un bien, pour devenir un mal. La richesse de l'un devient alors la pauvreté de l'autre. Le pouvoir devient la fragilité et la dépendance. Quand le capital est investi dans le logement de son propriétaire, ou dans son entreprise, qui produit des biens et des services utiles à la société, l'effet pour les tiers peut être qualifié de neutre ou de positif. Il en est de même pour les infrastructures publiques — sous réserve qu'elles soient utiles. Mais quand le volume du capital disponible croît au-delà de ces nécessités, il accapare d'autres domaines pour les soumettre à ses exigences de rentabilité. Quand le capital investit le marché de l'art, c'est peut-être un moindre mal [32] (certes, les œuvres sont enfermées dans des coffres-forts, d'où elles ne sortent que pour être revendues), mais quand il investit le marché foncier ou celui des matières premières, quand il crée le marché des savoirs et celui du vivant, quand il privatise ce qui est public, il finit par exclure [33].

---

[32] Le marché de l'art est un support idéal pour *tuer* l'argent (ou pour au moins l'*endormir*). Le domaine ne connaît pas de limites, ni quantitatives, ni financières. Certes, il devient presque impossible pour un musée public d'acquérir des œuvres — sauf à être avant-gardien dans l'identification des artistes et des œuvres les plus valeureux — et il est fort probable que les primes d'assurance s'envolent avec les prix, mais la perturbation que subissent les autres acteurs économiques est somme toute réduite. Et si par malheur les prix s'effondrent, les dégâts réels doivent rester limités.

[33] Le capital, *"engraissé"* par la rente, est en concurrence avec les revenus *"dégraissés"* (ou plutôt *"amaigris")* pour l'accès à un bien ou un service rare : l'accès à la mer, aux transports, à un logement bien localisé, un concert de musique, une formation, des soins médicaux, etc.

Ce capital rachète — trop cher ? — des entreprises qui se portent bien, pour les soumettre à ses exigences de retour sur investissement, qui éloignent le client du producteur, et le prix de vente d'un bien du coût de sa production. Profitant de la faiblesse de l'État, le capital s'introduit dans les infrastructures et équipements publics. Il accapare les savoirs, les connaissances et les idées. On le trouve dans le monde du vivant, dans l'air et dans l'eau (les droits de pollution et la force du vent). Il privatise les biens communs. Pour se rembourser — ou continuer de croître —, il impose des *prélèvements obligatoires privés.* Par sa présence et sa force, il vide la démocratie de son sens. À quoi sert-il de voter, de débattre, d'avoir des institutions et des processus politiques, s'ils sont désarmés face au pouvoir de l'argent ? Le paradoxe du capital est que son augmentation finira par nous appauvrir.
On travaillera pour rien.

Jef Van Staeyen, 21 mars 2016 (version corrigée, juin 2016)

Ce que je retiens surtout, c'est que ***les mots ne disent pas ce qu'ils sont.*** *Un prélèvement obligatoire n'est pas toujours un impôt, qui va à l'État, ou aux collectivités. De nombreux prélèvements obligatoires sont privés. Un P.I.B. exprime la capacité de capter des richesses, plutôt que de les produire. La compétivité n'est pas là où on pense. Les freins à l'activité ne sont pas ceux qu'on dit : ils ne sont pas dans l'organisation du travail, mais dans celui de la propriété. Les transferts vont rarement dans le sens qu'on croit. Quant à "travailler pour rien", c'est pour qui ?*